

	Center for Development Studies and the Prevention of Extremism مركز الدراسات للتنمية والوقاية من التطرف N'Djaret- N'djamena Tchad Tel : 00235 95012039	Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme C.E.D.P.E Autorisation Tchad N° 0007/PR/PM/MATSPGL/SG/2018 Autorisation France N° W723016508 Grande Bretagne : Je-S D93741D..... D-U-N-S Number is 559433087 Compte bancaire: CEDPE, 37102916101/ 49 CBT, N'Djamena, Tchad Mail: yacoubahmat@aol.com Site: www.centrerecherche.com Contact: 0033658375069/ 0033772438986/ 0023565031560/0023599860817 Assistant: 0023563796838 -0023592169330
	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;"> ENSEMBLE POUR LE RENFORCEMENT DE LA PAIX </div>	

Date : Le 29/06/2022

Réf : CEDPE/PR/214-1097/2022

Contact : +23599860817

OBJET : Le CEDPE condamne les atrocités contre des réfugiés

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le CEDPE condamne les atrocités contre des réfugiés et exige une enquête internationale

Le Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme a suivi avec stupéfaction la mort entre 37 et 156 migrants subsahariens lors d'une tentative de passage entre Nador au Maroc et Melilla en Espagne. Ces atrocités, commises par les forces de police marocaines à l'encontre des réfugiés, ne peuvent à aucun moment être justifiées pour quelques motifs que ce soit. Par conséquent, le CEDPE condamne avec fermeté ces atrocités et estime que les forces de l'ordre marocaines avaient la capacité d'utiliser des techniques plus modernes et responsables pour maîtriser ces genres de situation. Une telle image risque de ternir l'image du Maroc comme modèle d'intégration et de réintégration des réfugiés.

Par ailleurs, le CEDPE considère les propos du Premier ministre espagnol Pedro Sanchez comme scandaleux et racistes lorsqu'il fait l'éloge du travail de la police et dénonce les victimes.

Selon l'UNHCR, beaucoup étaient originaires du Tchad, du Niger, du Soudan et du Soudan du Sud, et seraient considérés comme des demandeurs d'asile potentiels en vertu du droit international.

Enfin, le CEDPE joint son appel aux défenseur-ses des droits humains pour réclamer une enquête internationale.

Dr. Ahmat Yacoub D'Abio

Président du CEDPE

